

Université

de Strasbourg

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

établi en application du Code de la commande publique

Procédure dématérialisée

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Prestations de lutte contre les nuisibles

Date et heure limites de réception des offres :

Lundi 23 février 2026 à 12h00

Université de Strasbourg

Direction des Finances – Département Achat Marchés

Institut Le Bel

4 rue Blaise Pascal

CS 90032

67081 STRASBOURG Cedex

SOMMAIRE

1 – Dispositions générales du contrat	3
<u>1.1 – Objet du contrat</u>	3
<u>1.2 – Mode de passation</u>	3
<u>1.3 – Type de contrat</u>	4
<u>1.4 – Décomposition du contrat</u>	5
<u>1.5 – Réalisation de prestations similaires</u>	5
<u>1.6 – Étendue des prestations</u>	5
<u>1.7 – Nomenclature</u>	6
<u>1.8 – Renouvellement</u>	6
2 – Conditions de la consultation	7
<u>2.1 – Délai de validité des offres</u>	7
<u>2.2 – Forme juridique du groupement</u>	7
<u>2.3 – Variantes et prestations supplémentaires</u>	7
<u>2.4 – Conditions particulières d'exécution</u>	7
3 – Conditions relatives au contrat	7
<u>3.1 – Durée du contrat</u>	7
<u>3.2 – Délai d'exécution</u>	8
<u>3.3 – Modalités essentielles de financement et de paiement</u>	8
4 – Contenu du dossier de consultation	8
5 – Présentation des candidatures et des offres	9
<u>5.1 – Documents à produire</u>	9
<u>5.2 – Visites sur site</u>	12
6 – Conditions d'envoi ou de remise des plis	12
<u>6.1 – Transmission électronique</u>	13
<u>6.2 – Transmission sous support papier</u>	15
7 – Examen des candidatures et des offres	15
<u>7.1 – Sélection des candidatures</u>	15
<u>7.2 – Attribution des marchés</u>	16
<u>7.3 – Suite à donner à la consultation</u>	18
8 – Renseignements complémentaires	19
<u>8.1 – Adresses supplémentaires et points de contact</u>	19
<u>8.2 – Procédures de recours</u>	19

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

établi en application du Code de la commande publique

1 – Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet du contrat

La présente procédure concerne les :

Prestations de lutte contre les nuisibles

Le titulaire assurera la dératisation et la désinsectisation en respectant la réglementation communautaire, nationale et locale.

Le périmètre technique des prestations demandées est défini dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Lieux d'exécution :

Lot 1 :

Les bâtiments de l'Université de Strasbourg à l'exception de ceux inclus dans le lot 2, qui peuvent être consultés sur : <https://www.unistra.fr/fr/carte>

Lot 2 :

SILABE

CHEMIN DU FORT FOCH

67207 NIEDERHAUSBERGEN

IGBMC

1 Rue Laurent Fries,

67400 Illkirch-Graffenstaden

Lot 3 :

Les bâtiments de l'Université de Strasbourg, y compris la plateforme SILABE et l'IGBMC, qui peuvent être consultés sur : <https://www.unistra.fr/fr/carte>

1.2 – Mode de passation

La présente procédure d'appel d'offres ouvert est passée en application des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.3 – Type de contrat

Pour le lot 1 :

Il s'agit d'un accord-cadre de forme composite qui inclut :

- **Un marché ordinaire, caractérisé par son prix global et forfaitaire, relatif aux prestations de traitements préventifs.**
- **Un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum relatif aux traitements curatifs ponctuels, à la fourniture et l'installation de destructeurs d'insectes, et à l'exécution de travaux de sécurisation.**

L'accord-cadre est passé en application des articles L 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Les bons de commande, qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins.

Les montants maximums (en euros HT) pour chacune des périodes du lot 1 sont fixés comme suit :

	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	TOTAL
Prestations à bons de commande du lot 1	50 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	200 000 €

Pour le lot 2 :

Il s'agit d'un accord-cadre de forme composite qui inclut :

- **Un marché ordinaire, caractérisé par son prix global et forfaitaire, relatif aux prestations de traitements préventifs.**
- **Un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum relatif aux traitements curatifs ponctuels, à la fourniture et l'installation de destructeurs d'insectes, et à l'exécution de travaux de sécurisation.**

L'accord-cadre est passé en application des articles L 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Les bons de commande, qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins.

Les montants maximums (en euros HT) pour chacune des périodes du lot 2 sont fixés comme suit :

	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	TOTAL
Prestations à bons de commande du lot 2	35 000 €	35 000 €	35 000 €	35 000 €	140 000 €

Pour le lot 3 :

Il s'agit d'un **accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum relatif aux traitements des frelons et des guêpes et des nids ou ruches**.

L'accord-cadre est passé en application des articles L 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande. Il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations. Les bons de commande, qui pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de ses besoins.

Les montants maximums (en euros HT) pour chacune des périodes du lot 3 sont fixés comme suit :

	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	TOTAL
Prestations à bons de commande du lot 1	10 000 €	10 000 €	10 000 €	10 000 €	40 000 €

1.4 – Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 3 lots :

Lot(s)	Désignation
LOT 1	Suivi préventif et traitement curatif des bâtiments de l'Université de Strasbourg
LOT 2	Suivi préventif et traitement curatif de la plateforme SILABE et de l'IGBMC
LOT 3	Elimination des nids de frelons et de guêpes

1.5 – Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des Articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

1.6 – Étendue des prestations

À titre indicatif, estimatif et prévisionnel, sans que ces montants (en € HT), qui n'a aucune valeur contractuelle, n'engage le pouvoir adjudicateur, le montant total des prestations objet de la procédure pour la durée totale du marché se décompose comme suit :

Prestations de lutte contre les nuisibles

Lots	Désignation	Période 1	Période 2	Période 3	Période 4	Total
1	Suivi préventif et traitement curatif des bâtiments de l'Université de Strasbourg	40 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €	160 000 €
2	Suivi préventif de la plateforme SILABE et de l'IGBMC	13 000 €	17 000 €	17 000 €	17 000 €	64 000 €
3	Elimination des nids de frelons et de guêpes	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	8 000 €

1.7 – Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lots	Code principal	Description
1 et 2	90923000-3	Services de dératisation
3	90921000-9	Services de désinfection et de désinfestation
	Codes complémentaires	Description
1 et 2	90921000-9	Services de désinfection et de désinfestation
1,2 et 3	77231200-0	Services de lutte contre les animaux nuisibles de la forêt

La nomenclature interne de l'Université de Strasbourg se décompose de la façon suivante :

Lot	Nomenclature	Libellé
1	BB. 22 BB. 23	SERVICES DE DÉRATISATION SERVICES DE DÉSINSECTISATION
2	BB. 22 BB. 23	SERVICES DE DÉRATISATION SERVICES DE DÉSINSECTISATION
3	BB. 23	SERVICES DE DÉSINSECTISATION

1.8 – Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 – Conditions de la consultation

2.1 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **4 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 – Forme juridique du groupement

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre. Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 – Variantes et prestations supplémentaires

Aucune variante libre (à l'initiative du candidat) n'est autorisée.

Par ailleurs, aucune variante imposée (par le pouvoir adjudicateur) et aucune prestation supplémentaire n'est prévue.

2.4 – Conditions particulières d'exécution

Cette consultation ne comporte aucune des conditions particulières d'exécution visées par les articles L.2112-2, L.2112-3 et L.2112-4 du Code de la commande publique.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les articles L.2113-12, L.2113-13, L.2113-14 du Code de la commande publique.

3 – Conditions relatives au contrat

3.1 – Durée du contrat

Le marché ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire.

Pour chacun des lots, et sous réserve d'une notification en temps utile, le marché est conclu pour une période initiale d'un (1) an, qui s'étend du 1^{er} avril 2026 au 31 mars 2027. (En cas de notification postérieure au 1^{er} avril 2026, le marché débutera à compter de la date de notification effective jusqu'au 31 mars 2027).

Et s'agissant des sites relevant de l'IGBMC uniquement, le début d'exécution est reporté au 1^{er} juillet 2026.

Il est ensuite reconductible trois (3) fois par périodes successives d'un (1) an, soit :

- Du 1^{er} avril 2027 au 31 mars 2028 ;
- Du 1^{er} avril 2028 au 31 mars 2029 ;
- Du 1^{er} avril 2029 au 31 mars 2030.

Sous réserve de sa reconduction, le contrat aura donc une durée maximale de quatre ans et prendra fin au plus tard le 31 mars 2030.

Conformément à l'article R 2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité du contrat.

3.2 – Délai d'exécution

Les délais d'exécution relatifs au lot 1,2 et 3 sont indiqués à l'article 5.2 du CCAP.

3.3 – Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées sur le budget de l'établissement et les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre seront payées dans un **délai global de 30 jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires et d'une indemnité pour frais de recouvrement fixés selon les modalités d'application prévues par les articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Une avance pourra être versée en application de l'article R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique. L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCAP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

4 – Contenu du dossier de consultation

Pour les lots 1,2 et 3 le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe :
 - Annexe 1 : Récapitulatif du déroulement des prestations
- Le Cadre de réponse financier (CRF) pour chacun des lots ;
- Le Cadre de Réponse technique (CRT) pour chacun des lots ;
- L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n° 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), auquel le contrat se réfère, n'est pas produit dans le dossier de consultation. S'agissant d'une norme réglementaire, les candidats sont censés parfaitement connaître ledit CCAG.

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : www.marches-publics.gouv.fr

IMPORTANT : les documents de la consultation y sont dorénavant librement accessibles, sans identification obligatoire des opérateurs économiques. Néanmoins, il vous est fortement conseillé de procéder à votre identification car celle-ci vous permet d'être tenus informés automatiquement des modifications et des précisions éventuellement apportées au DCE. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de récupérer par vos propres moyens les informations communiquées.

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard **12 jours** avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 – Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre. Par exception toutefois et sous réserve que ces documents n'existent pas en langue française, les fiches techniques et fiche de données de sécurités demandées, pourront être fournies en langue anglaise.

5.1 – Documents à produire

À noter que pour une meilleure lisibilité de la proposition, l'université souhaite que les pièces relevant de l'offre soient clairement séparées de celles relevant de la candidature, par tout moyen qui permettra de les distinguer formellement.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces de la candidature et celles relevant de l'offre listées ci-après.

Un **récapitulatif des pièces** à fournir est également disponible en dernière page du présent document.

➔ **Pièces relevant de la candidature** telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

- **Le formulaire DC1** (Lettre de candidature – Habilitation du mandataire par ses cotraitants) dans sa dernière version disponible, dûment renseigné ;
- **Le formulaire DC2** (Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement), dans sa dernière version disponible, dûment renseigné et complété des informations nécessaires à l'appréciation des conditions de participation suivantes :
 - la capacité économique et financière des candidats ;
 - les capacités techniques et professionnelles des candidats.

Prestations de lutte contre les nuisibles

- **Pour le lot 2 uniquement : les attestations de visite, remises à l'issue des visites des sites.**

Conformément aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique, les renseignements ou documents demandés en tant que moyens de preuve sont les suivants :

♦ au titre de la capacité économique et financière de l'entreprise (renseignements à mentionner à la rubrique F du DC2 ou partie IV.B du DUME) :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (*partie IV.B.1.a du DUME*) et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, (*partie IV.B.2.a du DUME*), portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels (*partie IV.B.5 du DUME*).

♦ au titre des capacités techniques et professionnelles de l'entreprise (renseignements à mentionner à la rubrique G du DC2 ou partie IV.C du DUME) :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années (*partie IV.C.8 du DUME*) ;
- Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat (*partie IV.C.1.b du DUME*).

- **L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n° 2022/576 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n° 833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, fournie dans le DCE (Attestation sur l'honneur sociétés russes), dûment renseignée ;**

- **Les certificats obligatoires (Certibiocide, Certiphyto ou leurs équivalents) et agréments obligatoires à fournir, le cas échéant**

NOTA :

Le candidat peut produire les documents de preuve des informations demandées dès la présentation de sa candidature, quand bien même il n'y est pas tenu. En effet, ce n'est qu'au moment de la vérification de la candidature que le pouvoir adjudicateur est en droit d'exiger les documents justificatifs des informations fournies.

Par ailleurs, si l'on constate que des pièces ou informations demandées sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

IMPORTANT :

Le candidat est invité à utiliser les formulaires DC1/DC2 pour présenter sa candidature. La nouvelle version (issue de la nouvelle réglementation applicable) des documents DC1 et DC2 et leur notice explicative sont

disponibles gratuitement sur le portail de l'économie, des finances, de l'action et des comptes publics, sous le lien <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>. Il est à noter que c'est la dernière version disponible des documents qui doit être utilisée.

Le candidat est néanmoins libre de présenter sa candidature sous une autre forme. Il peut notamment utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français pour présenter sa candidature.

Le cas échéant, il devra apporter l'ensemble des éléments visés aux articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la commande publique et aux articles auxquels ils renvoient, y compris les renseignements ou documents listés ci-dessus.

Pour justifier des capacités techniques et professionnelles ainsi que des capacités économiques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes renseignements ou documents concernant cet/ces opérateur(s) économique(s) que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet/ces opérateur(s) économique(s) pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de/des l'opérateur(s) économique(s).

De ce fait, en cas de candidature groupée notamment, le DC2 ou le DUME sont à produire par chacun des membres du groupement. Par contre, le DC1 ne sera fourni qu'en un seul exemplaire.

➔ Pièces relevant de l'offre :

Le candidat produira une **offre complète par lot soumissionné** comprenant :

1. **Le Cadre de réponse technique (CRT)** correspondant au lot soumissionné (1 classeur au format Word, fourni dans le DCE), à compléter conformément aux indications
2. La **Cadre de réponse financier (CRF)** correspondant au lot soumissionné (1 classeur au format Excel, fourni dans le DCE), à compléter conformément aux indications
3. **Le mémoire technique, le cas échéant**, correspondant au lot soumissionné

Les candidats qui souhaitent soumissionner à plusieurs lots pourront ne transmettre qu'un seul exemplaire des pièces relatives à la candidature.

Par contre, ils devront impérativement transmettre une offre complète par lot soumissionné.

L'offre devra obligatoirement comporter les pièces énumérées ci-dessus par lot soumissionné.

Le candidat doit impérativement respecter le cadre de réponse des documents fournis (CRT et CRF).

De plus, **toute mention** rajoutée par le candidat dans son offre et **contraire aux clauses du cahier des charges établi par l'université sera jugée irrégulière et entraînera le rejet de l'offre du candidat** (sauf mise en œuvre expresse des dispositions de régularisation prévues aux articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la commande publique et rappelées à l'article 7.2 ci-après).

Conformément aux dispositions du Code la commande publique, et afin de simplifier le dépôt de l'offre, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé (signé) dès le dépôt de l'offre.

Aussi, aucun acte d'engagement n'est à fournir au moment du dépôt de l'offre.

L'acte d'engagement signé ne sera ainsi exigé que du seul attributaire, au terme de la procédure afin de formaliser le marché.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

5.2 – Visites sur site

S'agissant du lot 2 uniquement, la visite des sites est **obligatoirement** effectuée par chaque candidat préalablement à la remise de l'offre.

Cette visite sur site est obligatoire et l'offre d'un candidat qui n'a pas effectué la visite obligatoire sera en principe déclarée irrégulière.

Ainsi, chaque candidat au lot 2 devra visiter chacun des 2 sites constituant le lot 2, à savoir :

- Le SILABE : Fort Foch, 67 207 Niederhausbergen ;
- L'IGBMC : 1 Rue Laurent Fries, 67400 Illkirch-Graffenstaden.

Les candidats sont invités à indiquer au plus vite leurs disponibilités par courriel, via la messagerie sécurisée (onglet « question ») de la plateforme PLACE :

- Le candidat devra faire parvenir au plus tard 10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres sa demande de visite accompagnée de ses disponibilités ;
- Les visites peuvent avoir lieu au plus tard 5 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres.

Une attestation de visite sera remise à chaque participant à l'issue de chaque visite du site. Ce certificat sera impérativement joint à l'offre.

NB : Aucune information complémentaire ne pourra être donnée lors de la visite. Pour toute question, le candidat doit utiliser la messagerie sécurisée (onglet « question ») de la plateforme PLACE.

6 – Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination au plus tard à la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Le pouvoir adjudicateur **impose la transmission des documents par voie électronique** effectuée dans les conditions de l'article 6.1 du présent règlement de la consultation.

Il est rappelé au candidat que conformément aux dispositions de l'article R2151-6 du Code de la commande publique, les offres sont transmises en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre qui aura été réceptionnée dans le délai fixé pour la remise des offres.

6.1 – Transmission électronique

6.1.1 – Transmission des plis

En application des dispositions de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, **le pouvoir adjudicateur IMPOSE la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation** et aucun autre mode de transmission n'est autorisé.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clef USB...) n'est pas autorisée.

Une aide technique à l'utilisation de PLACE est disponible sur ce site. Les outils mis à disposition sur la plate-forme (guide d'utilisation, films d'autoformation, test de configuration de poste) qui informent des prérequis techniques et décrit l'utilisation de PLACE, font partie intégrante du règlement de la consultation.

Les conditions de présentation des plis électroniques sont les suivantes : pour une meilleure lisibilité de la proposition, il est souhaitable que le pli comporte des fichiers distincts dont l'un contienne les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Un dépôt anticipé des plis est fortement recommandé afin de pallier tout problème informatique éventuel (site saturé, document très volumineux, faible débit de réseau...).

Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Conformément à l'arrêté n° ECOM2308848A du 14/04/2023 modifiant les articles 2-1 et 4 de l'annexe 6 du code de la commande publique, le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique, sur support papier ou par voie électronique.

- Si le candidat fait le choix de transmettre la copie de sauvegarde sur un support physique électronique, ou sur un support papier :

Cette copie devra être transmise sous pli scellé et comporter obligatoirement la mention « **copie de sauvegarde** », ainsi que le **nom du candidat** et **l'identification de la procédure concernée**.

Elle sera adressée, **par voie postale uniquement**, à :

Université de Strasbourg – Direction des finances – Département des Achats et des Marchés
Institut Le Bel
4 rue Blaise Pascal – CS 90032
67081 STRASBOURG Cedex

Prestations de lutte contre les nuisibles

Et devra être réceptionnée au plus tard aux date et heure fixées pour la réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

- Si le candidat fait le choix de transmettre la copie de sauvegarde par voie électronique :

Cette copie devra être transmise sur un outil gratuitement disponible, et respectant les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique. Ces exigences sont notamment les suivantes :

- L'heure et la date exactes de la réception de la copie de sauvegarde par l'acheteur doivent être déterminées avec précision (horodatage qualifié au sens du règlement eIDAS) ;
- Les identités de l'acheteur et de l'opérateur économique sont déterminées ;
- L'intégrité de la donnée entre son dépôt et son extraction de la plateforme est garantie ;
- Un accusé de réception est envoyé à l'acheteur et à l'opérateur économique.

Les services existants, permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique, sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :
 - Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France : <https://www.ssi.gouv.fr/uploads/liste-produits-et-services-qualifies.pdf>
 - Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : <https://eidas.ec.europa.eu/efda/tl-browser/#/screen/search/type/1>
- Tous les autres services qui permettent l'envoi et la réception de fichier en respectant toutes les exigences de l'annexe 8 du code de la commande publique.

N. B. Les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique peuvent nécessiter des modalités d'inscription longue, il est donc recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription, d'identification sur la solution technique envisagée.

Il appartient au candidat de s'assurer que les pièces transmises soient compatibles avec le système informatique de l'Unistra/Département des Achats et Marchés : PC sous Windows 10 Professionnel, avec des fichiers au format XLS, XLSX, ODF (ODS), PDF, ODF (ODS, ODT), DOC, DOCX, PPTX, Acrobat Reader 9.0.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé au candidat de soumettre ses documents à un antivirus avant envoi.

6.1.2 – Signature électronique

Il est précisé que la signature du marché n'est pas requise dès le dépôt des offres. En effet, la signature du marché ne sera exigée qu'au terme de la procédure, afin de formaliser le marché.

Les candidats sont informés que la signature électronique du contrat par l'attributaire pourra être demandée selon les modalités prévues à l'annexe 12 du Code de la commande publique (Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique).

Prestations de lutte contre les nuisibles

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format PAdES.

L'attributaire devra veiller à ne pas verrouiller le document lors de sa signature, afin de permettre sa signature ultérieure par l'acheteur.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature qualifiée, tel que défini par le règlement européen n°910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifiée répondant aux exigences du règlement eIDAS de juillet 2014. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Quand bien même il est prévu une signature électronique du contrat, l'attribution du marché pourra néanmoins donner lieu à la signature manuscrite du contrat sous forme papier. Dans ce cas de figure, l'attributaire sera invité à transmettre à l'administration la version papier originale de l'acte d'engagement signé de manière manuscrite.

6.2 – Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. **Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.**

7 – Examen des candidatures et des offres

7.1 – Sélection des candidatures

L'examen des candidatures sera effectué dans les conditions prévues à l'article R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique.

Les candidatures seront examinées au regard des niveaux de :

- **Capacités techniques et professionnelles**
- **Capacité économique et financière**
- **Participation aux visites obligatoires (lot 2 uniquement)**
- **Les certificats obligatoires (Certibiocide, Certiphyto ou leurs équivalents) et agréments obligatoires à fournir, le cas échéant**

À noter que conformément aux dispositions de l'article R2144-3 du Code de la commande publique, la vérification des conditions de participation peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du contrat.

La vérification de la candidature peut donc intervenir après le classement des offres.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai déterminé identique pour tous les candidats.

Afin d'évaluer les niveaux de capacités techniques et professionnelles, mais aussi économiques et financières des candidats, les candidatures conformes et recevables seront examinées au moyen des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation.

7.2 – Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Lot 1 : Suivi préventif et traitement curatif des bâtiments de l'Université de Strasbourg

Critères et sous-critères		Support d'analyse	Pondération (%)
Critère 1 : Prix des prestations		CRF	40 %
Critère 2 : Valeur technique		CRT	40 %
	Sous-critère 2.1 : Organisation des prestations	CRT	50 %
	Sous-critère 2.2 : Moyens matériels envisagés	CRT	50 %
Critère 3 : Considérations environnementales		CRT	10 %
Critère 4 : Considérations sociales		CRT	10 %

Le **critère 1 « Prix des prestations » (40 %)** sera évalué sur la base d'un montant total composé des éléments suivants :

- Le montant annuel forfaitaire (en € TTC) pour les prestations de dératisation, indiqué par le candidat dans son CRF du lot 1 ;
- Le montant annuel forfaitaire (en € TTC) pour les prestations de désinsectisation, indiqué par le candidat dans son CRF du lot 1 ;
- Le montant total d'un panier caché (en € TTC), non communiqué aux candidats. Ce panier caché est constitué des besoins estimatifs déterminés sur une base annuelle auxquels sont appliqués les prix unitaires indiqués par le candidat dans les onglets BPU du CRF du lot 1.
-

Le **critère 2 « Valeur technique » (40 %)** sera apprécié sur la base des éléments suivants :

- Le **sous-critère 2.1 « Organisation des prestations » (50 %)** sera analysé sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 2 de son Cadre de réponse technique (CRT) du lot 1.
- Le **sous-critère 2.2 « Moyens matériels envisagés » (50 %)** sera analysé sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 3 de son Cadre de réponse technique (CRT) du lot 1.

Prestations de lutte contre les nuisibles

Le **critère 3 « Considérations environnementales » (10 %)** sera apprécié sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 4 du Cadre de réponse technique (CRT) du lot 1.

Le **critère 4 « Considérations sociales » (10 %)** sera apprécié sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 5 du Cadre de réponse technique (CRT) du lot 1.

Lot 2 : Suivi préventif et traitement curatif de la plateforme SILABE et de l'IGBMC

Critères et sous-critères		Support d'analyse	Pondération (%)
Critère 1 : Prix des prestations		CRF	40 %
Critère 2 : Valeur technique		CRT	40 %
	Sous-critère 2.1 : Organisation des prestations	CRT	70 %
	Sous-critère 2.2 : Moyens matériels envisagés	CRT	30 %
Critère 3 : Considérations environnementales		CRT	10 %
Critère 4 : Considérations sociales		CRT	10 %

Le **critère 1 « Prix des prestations » (40 %)** sera évalué sur la base d'un montant total composé des éléments suivants :

- Le montant annuel forfaitaire (en € TTC) pour les prestations de dératisation, indiqué par le candidat dans son CRF du lot 2 ;
- Le montant annuel forfaitaire (en € TTC) pour les prestations de désinsectisation, indiqué par le candidat dans son CRF du lot 2 ;
- Le montant total d'un panier caché (en € TTC), non communiqué aux candidats. Ce panier caché est constitué des besoins estimatifs déterminés sur une base annuelle auxquels sont appliqués les prix unitaires indiqués par le candidat dans les onglets BPU du CRF du lot 2. *NB : L'estimation des besoins annuels se fait sur une année complète et ne tient pas compte de l'exécution reportée concernant le site de l'IGBMC sur la période 1.*

Le **critère 2 « Valeur technique » (40 %)** sera apprécié sur la base des éléments suivants :

- Le **sous-critère 2.1 « Organisation des prestations » (70 %)** sera analysé sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 2 de son Cadre de réponse technique (CRT) du lot 2.
- Le **sous-critère 2.2 « Moyens matériels envisagés » (30 %)** sera analysé sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 3 de son Cadre de réponse technique (CRT) du lot 2.

Le **critère 3 « Considérations environnementales » (10 %)** sera apprécié sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 4 du Cadre de réponse technique (CRT) du lot 2.

Le **critère 4 « Considérations sociales » (10 %)** sera apprécié sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 5 du Cadre de réponse technique (CRT) du lot 2.

Lot 3 : Élimination des nids de frelons et de guêpes

Critères et sous-critères	Support d'analyse	Pondération (%)
Critère 1 : Prix des prestations	CRF	70 %
Critère 2 : Valeur technique	CRT	10 %
Critère 3 : Considérations environnementales	CRT	10 %
Critère 4 : Considérations sociales	CRT	10 %

Le **critère 1 « Prix des prestations » (70 %)** sera évalué sur la base du montant total (en € TTC) d'un panier caché non communiqué aux candidats. Ce panier caché est constitué des besoins estimatifs déterminés sur une base annuelle auxquels sont appliqués les prix unitaires indiqués par le candidat dans son CRF-BPU du lot 3.

Le **critère 2 « Valeur technique » (10 %)** sera analysé sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 3 de son Cadre de réponse technique (CRT) du lot 3.

Le **critère 3 « Considérations environnementales » (10 %)** sera apprécié sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 3 du Cadre de réponse technique (CRT) du lot 3.

Le **critère 4 « Considérations sociales » (10 %)** sera apprécié sur la base des réponses apportées par le candidat à la question 4 du Cadre de réponse technique (CRT) du lot 3.

Important : Conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) du 20 septembre 2018 C-546/16, qui confirme que « l'article 67 de la directive 2014/24 ne s'oppose pas à la possibilité, au stade de l'attribution du marché, d'exclure dans un premier temps des offres soumises qui n'atteignent pas un seuil de points minimum prédéterminé quant à l'évaluation technique », une note éliminatoire sera ici mise en œuvre sur le critère 2 « Valeur technique » du lot 3.

Les offres soumises n'atteignant pas le seuil de 4 points sur 10 sur le critère 2 « Valeur technique » seront exclues de l'évaluation ultérieure des offres. Concrètement, l'attribution d'une note inférieure à 4 points sur 10 sur le critère 2 entraînera l'élimination de l'offre au lot 3.

En application de l'article R2152-2 du Code de la commande publique, en cas de dépôt d'offres irrégulières au sens dudit article, l'Université de Strasbourg **se réserve la possibilité** d'autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses. Le cas échéant, le délai de régularisation sera précisé par le pouvoir adjudicateur dans la lettre invitant à la régularisation.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait **qu'il s'agit d'une simple faculté que le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de mettre en œuvre.**

En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

7.3 – Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents sera de **5 jours ouvrés maximum**.

Conformément à l'article R2144-7 du Code de la commande publique, si le candidat dont l'offre est susceptible d'être retenue ne produit pas les pièces réclamées dans le délai imparti, le marché ne pourra pas lui être attribué. Il est donc fortement conseillé aux candidats de prendre toutes dispositions leur permettant de respecter le délai fixé.

8 – Renseignements complémentaires

8.1 – Adresses supplémentaires et points de contact

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui lui seraient nécessaires au cours de son étude, le candidat devra faire parvenir au plus tard **10 jours** avant la date limite de réception des offres, une demande écrite par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Une réponse sera alors adressée à l'entreprise, **5 jours** au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 – Procédures de recours

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet (U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

Les voies de recours sont les suivantes :

- Référé précontractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-1 à L.551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé jusqu'à la signature du contrat ;
- Référé contractuel selon les conditions fixées aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à R.551-10 du CJA, et pouvant être exercé après la signature du contrat ;
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique dans les conditions fixées par la jurisprudence (CE Ass, 4 avril 2014, n° 358994) ;
- Recours pour excès de pouvoir pouvant être exercé dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Organe chargé des procédures de médiation :

Comité consultatif interrégional de règlements amiables des différends relatifs aux marchés publics, Préfecture de Meurthe-Et-Moselle 1 rue du Préfet Claude Erignac co60 031, 54038 Nancy Cedex.

Tél. : 03 83 34 25 62. Fax : 03 83 34 22 24.

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Strasbourg, 31 avenue de la Paix B.P. 51038, 67070 Strasbourg Cedex

Adresse internet(U.R.L) : <http://strasbourg.tribunal-administratif.fr/>

E-mail : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Tél. : 03 88 21 23 23. Fax : 03 88 36 44 66.

RECAPITULATIF DES PIECES A FOURNIR

➤ Candidature

Pour les trois lots :

- ☐ **DC1, dans sa dernière version disponible**, renseigné par tous les membres du groupement, le cas échéant
- ☐ **DC2, dans sa dernière version disponible**, (1 exemplaire par membre du groupement, le cas échéant) renseigné et complété des informations suivantes :

♦ **au titre de la capacité économique et financière de l'entreprise :**

- ☐ Déclaration concernant le chiffre d'affaires global (partie IV.B.1.a du DUME) et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, (partie IV.B.2.a du DUME), portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles
- ☐ Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

♦ **au titre des capacités techniques et professionnelles de l'entreprise :**

- ☐ Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- ☐ Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat (partie IV.C.1.b du DUME).

- ☐ **L'attestation sur l'honneur en vue du contrôle de la situation des sociétés au regard du Règlement (UE) n° 2022/574 du Conseil du 8 avril 2022 modifiant le règlement (UE) n°833/2014 concernant des mesures restrictives eu égard aux actions de la Russie déstabilisant la situation en Ukraine, fournie dans le DCE (attestation sur l'honneur sociétés russes) (1 exemplaire par membre du groupement le cas échéant) renseignée.**
- ☐ **Les certificats obligatoires (Certibiocide, Certiphyto ou leurs équivalents) et agréments obligatoires à fournir, le cas échéant**

Pièces supplémentaires pour le lot 2 uniquement :

- ☐ **Les attestations de visite des 2 sites**

IMPORTANT :

Le candidat est invité à utiliser **les formulaires DC1/DC2** pour présenter sa candidature. Il convient d'utiliser la **nouvelle version des formulaires DC1 et DC2** téléchargeables gratuitement sous le lien <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le candidat peut également utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) rédigé en français ou en anglais pour présenter sa candidature (1 DUME par membre en cas de groupement). Le cas échéant, il devra apporter l'ensemble des éléments visés aux articles R2142-1 à R2142-14 du Code de la commande publique et aux articles auxquels ils renvoient, y compris les renseignements ou documents listés ci-dessus

➤ Offre

Pour le lot 1 :

- ☐ **Le Cadre de réponse financier (CRF)** du lot 1 (1 classeur au format Excel, fourni dans le DCE), **à compléter** conformément aux indications qui y sont mentionnées.
- ☐ **Le Cadre de réponse technique (CRT)** du lot 1 (1 fichier au format Word fourni dans le DCE), **à compléter** conformément aux indications qui y sont mentionnées.
- ☐ **Les fiches de sécurité**
- ☐ **Le mémoire technique** du lot 1 **à fournir**, le cas échéant

Pour le lot 2 :

- ☐ **Le Cadre de réponse financier (CRF)** du lot 2 (1 classeur au format Excel, fourni dans le DCE), **à compléter** conformément aux indications qui y sont mentionnées.
- ☐ **Le Cadre de réponse technique (CRT)** du lot 2 (1 fichier au format Word fourni dans le DCE), **à compléter** conformément aux indications qui y sont mentionnées
- ☐ **Les fiches de sécurité**
- ☐ **Le mémoire technique** du lot 2 **à fournir**, le cas échéant

Pour le lot 3 :

- ☐ **Le Cadre de réponse financier (CRF)** du lot 3 (1 classeur au format Excel, fourni dans le DCE), **à compléter** conformément aux indications qui y sont mentionnées.
- ☐ **Le Cadre de Réponse technique « CRT »** du lot 3 (1 fichier au format Word fourni dans le DCE), **à compléter** conformément aux indications qui y sont mentionnées
- ☐ **Les fiches de sécurité**
- ☐ **Le mémoire technique** du lot 3 **à fournir** le cas échéant

Nota :

Conformément aux dispositions du Code de la commande publique et afin de simplifier le dépôt des offres, l'acte d'engagement n'a plus à être demandé (signé) dès le dépôt de l'offre.

Aussi, aucun acte d'engagement n'est à fournir au moment du dépôt de l'offre.

L'acte d'engagement signé électroniquement ne sera exigé que du seul attributaire, au terme de la procédure afin de formaliser le contrat.